mardi 9 mars 1976 No 444 1,50 F

75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 47 291

Arquettes en Val (Aude)

8 Mars

Journée internationale des femmes

Le 8 mars 1910, commémorant l'une des premières grèves de femmes qui avait vu, le 8 mars 1857, les ouvrières du textile affronter la police de New York, le Congrès international des femmes socialistes adopte une proposition de Clara Zetkin, visant à faire du 8 mars de chaque année la journée internationale des

Aujourd'hui encore cette date est soulignée partout dans le monde. Comme en Chine et en Albanie socialistes où c'est toute la société qui célèbre la participation irremplacable des femmes aux luttes révolutionnaires, leur avancée sur la voie d'une émancipation totale. Comme en Espagne où un millier de femmes ont affronté une nouvelle fois les gardes civils en manifestant devant la prison de femmes de Madrid pour le pain et les libertés.

Dans notre pays aussi les femmes ont bien des raisons de letter. Le patronat, pour résoudre sa crise économique, s'en prend d'abord à elles, dernières embauchées et premières licenciées. A la maison, c'est sur leurs épaules que reposent le poids des tâches domestiques, la charge des enfants à élever. Dans toute la société elles sont en butte à un mépris généralisé, considérées comme des êtres inférieures, passifs, des femmes-objets, des femmes poupées, des épouses et des mères et seulement cela.

Et les chantres du révisionnisme, les dirigeants du PCF et de la CGT, ne sont pas les derniers à répandre des femmes une idée archi-réactionnaire. Les femmes ne les intéressent qu'en fonction de leurs bulletins de vote. En période électorale ils s'adressent à elles en pratiquant une basse démagogie. Le reste du temps ils se désintéressent de leur sort, de leurs aspirations, de leurs luttes, les tiennent pour quantité négligeable comme des bourgeois qu'ils sont. Mais ce mépris, les femmes le leurs rendent bien : elles se sont massivement détournées de leur coquille creuse, l'Union des femmes de France.

Oui les femmes de notre peuple ont bien des raisons de se révolter, de refuser l'inacceptable. Elles aspirent à s'unir, à briser l'isolement dans lequel elles sont maintenues. A oser penser, oser parler, oser lutter.

Pour cela elles doivent s'organiser entre elles, pour prendre la mesure de leur force, pour secouer le joug particulier qui les opprime et que personne ne brisera pour elles.

Cette organisation, ce n'est pas sur la base d'une solidarité féminine abstraite qu'elle se développera, mais sur des bases de classes, révolutionnaires. Car une véritable libération des femmes est liée à celle de tous les opprimés, de tous les exploités.

Dans notre pays, le mouvement organisé de libération des femmes en est encore à ses premièrs halbutiements. Il est morcelé, dispersé en de multiples tendances, groupes, comités. Les ouvrières, les paysannes, les employées, les femmes des milieux populaires en sont encore largement absentes. Pourtant c'est elles qui en constituent la force principale, c'est elles qui doivent en prendre la direction pour l'orienter sur de justes bases révolutionnaires, le débarrasser de son caractère petit bourgeois, «antihommes», pour en faire une arme nouvelle, indispensable, dans la lutte de classe. C'est à cela que doivent travailler les communistes marxistes-léninistes de France pour que la moitié des forces de notre peuple puisse prendre toute sa place au combat révolutionnaire.

Deuil et colère s viticulteurs

Le Languedoc-Roussillon est en effervescence: Des fins fonds des Corbières jusqu'aux bords du Rhône dans le Gard, de promesses en promesses et de désillusions en désillusions, la colère a monté peu à peu et la solidarité s'est renforcée.

Parce qu'ils sont tous attachés à la même terre, à leur travail, parce que tous, petits viticulteurs, sont soumis aux mêmes conditions de vie ignobles créées par le trafic du gros négoce et par l'anarchie capitaliste, ils sont fermement décidés et ils osent avec force s'opposer à qui les attaque, à qui les opprime. Aujourd'hui, une première vague de répression en a arrêté cinq d'entre eux, Émile Poytes, un des ces petits paysans des Corbières est mort assassiné par les forces de police, c'est maintenant la mobilisation générale. Les informations circulent très vite de village en village, les diverses actions sont commentées, discutées, on fait le point sur ces trois derniers jours, on s'oriente. Il serait bien difficile à Fourcade de



L'interminable cortège de petits paysans venu rendre un dernier hommage à leur camarade assassiné (photo HR).

dénombrer ces «émeutiers inconscients» qui ont participé aux différentes actions passées. Contrairement à ce que laisse entendre la bourgeoisie, l'ensemble des petits paysans approuvent et soutiennent les justes actions menées contre les gros négociants Doumeng et Ramel, approuvent la riposte violente à l'agression des forces de police au carrefour Montredon près de Narbonne.

«Nous jurons que nous tiendrons tant que nos camarades ne seront pas libérés». Les viticulteurs forts de leur colère et de leur détermination l'ont mis en pratique : à la charge des CRS, boucliers en avant, lancegrenades pointés, une salve nourrie stoppe leur avancée. C'est la panique générale au sein des forces de police. Les CRS se replient et des rafales de fusils-mitrailleurs balayent la campagne. Émile Poytes tombe une balle en plein front.

Lächement agressés sur leur terre, les viticulteurs ont osé s'opposer à l'exploitation et à la répression.

L'après-midi, à la nouvelle de sa mort, les paysans par milliers, bloquent les routes, incendient les perceptions, saccagent les péages, symboles du profit et du capitalisme. Profonde et légitime révolte. Juste réponse à tous ceux qui, face aux balles, bêlent le pacifisme. Croyant diviser et écraser, la bourgeoisie se trompe. L'unité des pauvres se renforce, la conscience politique s'accélère. Aux obsèques d'Émile Poytes, c'était la douleur amère de voir que l'un des leurs n'était plus, mais c'éont osé prendre les armes, tait aussi, «On ne va pas s'arrêter là».

assassiné par la bourgeoisie.

Pour soutenir les petits viticulteurs Un millier de manifestants à Paris

Samedi 6 mars, vers 17 heures, à Paris de la Motte-Picquet au marché Convention, une manifestation de soutien à la lutte des petits viticulteurs du Languedoc-Roussillon était organisée à l'appel de l'Humanité Rouge, la Faucille, le PCR (m-l), la JCMLF et l'UCJR.

Cette manifestation était placée sous le signe de l'unité des ouvriers et des petits paysans et du soutien à la juste lutte des petits viticulteurs comme l'indiquaient la banderole de tête.

Près d'un millier de personne devait y participer répondant à une mobilisation de moins de vingt-quatre

Combative, sérieuse, plusieurs mots d'ordre étaient scandés tout au long de cette manifestation comme : «Paysans, ouvriers, solidarité», «Libérez tous les emprisonnés», «A bas les trafiquants pinardiers».

Sur les murs on pouvait lire de temps à autre des slogans écrits à la peinture par le PCMLF comme «unité ouvriers-petits paysans» ; tandis qu'une «Humanité nouvelles tract - l'organe central du PCMLF - appelant les travailleurs parisiens à soutenir les petits viticulteurs circulait parmi les passants et dans le cortège.

(Suite page 3)

Elections cantonales Des viticulteurs ardéchois donnent l'exemple

Dimanche matin, alors que sur l'ensemble du territoire, peu d'électeurs se présentaient aux urnes, une cinquantaine de viticulteurs de Basse-Ardèche ont pénétré dans le bureau de vote de la mairie de Largentière en Ar-

A la place des bulletins de vote, ils ont inséré des tracts expliquant leur situation et leur lutte dans les enveloppes électorales et les ont glisses dans l'urne.

Avant leur action à la mairie, les viticulteurs du canton devaient déposer une gerbe au monument aux morts en hommage à leur camarade audois tombé sous les balles des CRS au pont de Montredon, et observérent une minute de silence à sa mémoire.

(Suite page 3)



le monde en marche

Le Maroc et la Mauritanie rompent avec l'Algérie

Samedi l'Algérie reconnaissait officiellement la République arabe sahraouie démocratique, indiquant qu'elle lui apporterait «le soutien politique, moral et matériel nécessaire à la réalisation des aspirations nationales de son peuple». Le communiqué ne souffle mot sur une éventuelle aide militaire, mais c'est bien entendu une question que chacun se pose.

Aussitôt, un communiqué du roi Hassan II annonçait la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Peu après la Mauritanie faisait de même.

Cette escalade contribuera nettement à accroître la tension, déjà très vive, entre l'Algérie et le Maroc.

La nécessaire négociation entre les différents pays concernés n'en devient que plus difficile. Les seules à s'en réjouir sont les deux superpuissances qui, dans l'ombre, poussent à la guerre entre les différents États du Maghreb.

LIBAN:

REGAIN DE TENSION

La crise politique piétine toujours au Liban où de graves incidents se sont produits ce dernier week-end, laissant craindre une reprise prochaine des combats. Les enlèvements et échanges de coups de feu qui se sont produits depuis jeudi dans le village de Kobeyate ont dégénéré en véritables affrontements faisant sept morts et une vingtaine de blessés.

Israel en a bien entendu profité pour ouvrir le feu samedi contre le secteur d'Al Wazzani, dans le sud-est du Liban, causant d'importants dégâts aux cultures et blessant deux bergers.

Selon un certain nombre d'informations, le village de Kobeyate aurait été attaqué par des éléments de «l'armée du Liban arabe» formée de soldats déserteurs et soutenue par le bloc des gauches. Les propos irresponsables de son leader Kamel Joumblatt affirmant froidement «que nous importe que les combats reprennent quand nous sommes sûrs de notre point de vue» semblent accréditer cette thèse.

Pour mettre fin à ce regain de tention, le dispositif de sécurité regroupant 4 700 soldats, gendarmes et policiers libanais ainsi que d'importants éléments de l'Armée de libération palestinienne s'accélère. Sa mise en place doit entraîner immédiatement la dissolution de toutes les milices privées.

SOLIDARITÉ AFRICAINE AU MOZAMBIQUE

Le président ougandais Idi Amine Dada a affirmé samedi avec force son soutien au Mozambique dans le conflit qui l'oppose au régime raciste de Rhodésie. Dans un télégramme adressé au secrétaire général de l'OUA il souligne que la décision du Mozambique de fermer ses frontières à la Rhodésie est «une occasion opportune que l'Afrique libre doit saisir pour libérer le Zimbabwe (Rhodésie)».

De son côté le secrétaire général des Nations unies, Kurt Waldheim, a fait appel à une assistance internationale du Mozambique pour compenser les dommages économiques qu'il va subir du fait de sa rupture avec Salisbury.

Cet appel a déjà été entendu par 35 pays du Commonwealth qui viennent de décider une aide économique exceptionnelle au Mozambique.

Nous publierons demain la fin de l'interview de Michaël Klonsky, président de la Ligue Octobre (m-l).

Après la clôture du 25e Congrès du PCUS

Plus que jamais soyons vigilants

La farce de Moscou s'est achevée. Dans son discours final Brejnev a même cyniquement déclaré : «Désormais nous voyons mieux où se trouvent de nouvelles réserves, pour notre croissance dans l'avenir...» A lire entre les mots, c'est une menace à peine voilée pour les pays que convoitent les nouveaux tsars.

C'est pour mieux servir sa politique fasciste et impérialiste que le «Politburo» (Bureau politique) a été renforcé. Le premier à être mentionné comme réélu par Brejney lui-même est, très

symboliquement, le chef suprême du KGB. Parmi les nouveaux promus au se-crétariat politique, on note le zêlé rédacteur en chef de « la Pra, da», Mikhail Zimianine, et Konstantin Tchernienko, dapuis longtemps l'un des dévoués bras droits de Brejnev, qui joua un rôle important dans la délégation soviétique à la «Conférence de l'insécurité» d'Helsinki.

Les grands thèmes de la politique soviétique : paroles de paix et préparatifs de guerre sont clairement apparus dans le discours final présentant un programme basé sur «la poursuite de la

détente politique et militaire», «des efforts vers le désarmement» et la «mise en application de l'acte final de la Conférence d'Helsinki». Mais dans le même temps l'URSS continuera pendant tout le 10è plan quinquennal (1976-1980) à favoriser l'industrie lourde, en fait l'industrie d'armement, aux dépens des biens de consommation essentiels qui manquent cruellement au peuple soviétique.

Plus que jamais la vigilance est de rigueur pour les peuples du monde que les dirigeants soviétiques révent de dominer.

Espagne

Vigoureuse offensive ouvriére

La quasi-totalité de la population ouvrière de Vitoria, soit quelques 50 000 personnes a manifesté vendredi à l'enterrement des trois manifestants assassinés par la police. Au cours d'une cérémonie religieuse, 20 prétres et l'évêque de la ville ont fait lire une déclaration commune dénonçant ces crimes, affirmant notamment : «Il est difficile de justifier une telle répression contre une masse de gens qui se réunissaient pacifique-Un dirigeant ment.>

Depuis plus de trois semaines, gréves, manifesta tions, affrontements violents avec les forces de répression se multiplient, plaçant certaines villes espagnoles dans un état quasi insurrectionnel. A Pampelune, où la grêve générale se poursuit, des heurts violents ont eu lieu ce week-end entre étudiants et policiers. Tous les magasins avaient baissé leurs rideaux et des barricades ont commencé à être dressées en différents points de la

Grafico» a été saisie sur ordre du gouvernement pour un article intitulé «le franquisme sans Franco». En même temps le gouvernement publie des décla-

et populaire

vernement publie des déclarations apaisantes, annonce de nouvelles réformes, accélère l'élaboration d'un projet de loi sur les associations politiques.

Ces mesures contradictoires traduisent le véritable affolement de la bourgeoisie espagnole. Elle sait bien que pour développer ses profits en insérant l'Espagne dans



recherche par la police depuis mercredi, a ensuite lu un communiqué réclamant «un procès populaire contre les responsables de ces assasinats». Il devait également lancer un appel à la grève générale dans tout le pays basque pour ce lundi, avant de disparaître, protégé par la foule.

La colère gronde partout en Espagne. L'annonce de la mort d'un nouveau manifestant ouvrier, grièvement blessé par balles à Vitoria, et celle d'un jeune manifestant de Tarragone, la feront grandir encore. L'atmosphere demeure également très tendue à Vitoria où de nouvelles unités de gardes civils sont veruesse joindre aux renforts déjà dépêchés de Valladolid, Logrono et Bilbao.

Coincé dans ses contradictions, le gouvernement de Juan Carlos brandit maintenant simultanément la carotte et le bâton : les arrestations se multiplient dans tout le pays. C'est ainsi que 32 ouvriers d'une usine en gréve depuis trois semaines ont été arrêtés. La censure sévit à nouveau : la revue madrilène «Sabado l'Europe, a lui faut donner quelques gages de «libéralisation». Mais la classe ouvrière et les peuples d'Espagne nourrissent une telle haine envers sa dictature que le moindre pas fait en ce sens la déborde immédiatement et la menace dans ses fondements mêmes.

Les révisionnistes espagnols qui pourraient être pour elle un ultime recours se révélent bien peu sûrs : c'est sans eux et souvent contre eux que se développe le magnifique essor des luttes révolutionnaires des peuples d'Espagne.

nouvelles du monde

LA ROUMANIE SE RAPPROCHE DES PAYS NON ALIGNÉS

La Roumanie vient de réaffirmer son intention de renforcer sa solidarité et sa coopération avec les pays en voie de développement. Des progrès très importants ont été obtenus dans la coopération économique, scientifique et technique entre la Roumanie et ces pays. 90 d'entre eux ont établi des relations diplomatiques avec la Roumanie et 70 accords de coopération économique ont été signés au niveau gouvernemental.

ONU:

FIN DE LA SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

La Commission de l'ONU pour les droits de l'homme vient de clore sa 32è session à Genève.

Elle a condamné successivement les pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés, la politique de la Junte chilienne et l'apartheid en Afrique australe, malgré l'opposition des USA qui ont refusé leur aide à l'organisation de la prochaine décennie de lutte contre le racisme.

COLOMBIE : POURSUITE DES LUTTES ÉTUDIANTES

Un nouvel étudiant a été tué et trois autres gravement blessés à Medellin, au cours d'amples manifestations de protestation contre l'insuffisance du budget de l'université. A Bogota, la capitale, de violentes manifestations se poursuivent à coups de coktails molotov entre étudiants et policiers.

La dictature qui a déjà fait arrêter de nombreux étudiants envisage la fermeture de toutes les universités du pays.

CHILI:

LES DIFFICULTES DE LA JUNTE

Le gouvernement fasciste chilien vient de démissionner, face aux inextricables difficultés parmi lesquelles il se débat. Cette démission vise sans doute à faire croire à une «rénovation» de la politique de la dictature chilienne. Celle-ci se trouve en effet chaque jour plus isolée. Des secteurs de plus en plus larges du pays s'opposent à sa politique d'inféodation à l'égard de l'impérialisme américain et à sa dictature terroriste sur le peuple.

PALESTINE :
MONSEIGNEUR CAPUCCI
POURSUIT
SA GREVE DE LA FAIM

Mgr Hilarion Capucci, archevêque grec catholique de Jérusalem, poursuit sa grève de la faim contrairement aux affirmations des autorités israéliennes. Son état de santé s'est sérieusement aggravé et il aurait été transporté dans un hôpital après avoir perdu connaissance.

Mgr Capucci a été condamné à 12 ans de prison en 1974 par un tribunal israélien pour l'aide apportée à la cause de la Résistance palestinienne.

nouvelles intérieures

Aux obsègues d'Emile Poytès

Deuil et colère des viticulteurs

Arquettes-en-Val, le 6

Un petit village de cent habitants accroché au flanc d'une colline aride des Corbières. De solides maisons de couleur de terre, dans un paysage rude, faites à l'image de ses occupants. C'est là qu'est né Émile Poytes il y a 52 ans, c'est là qu'il a travaillé toute sa vie ses parcelles de vigne et c'est pour revendiquer son droit à vivre dignement dans son pays qu'il était parti manifester à Narbonne avec son frère et sept viticulteurs de son village. Émile Poytes n'est plus. C'est pour rendre hommage une dernière fois à un petit viticulteur comme eux, tombé, victime de la répression, qu'environ vingt mille paysans sont venus par les petites routes de Corbières des 4 coins du Languedoc-Roussillon.

«Ce n'est pas Arquettesen-Val, ce ne sont pas les Corbières, ce n'est pas l'Aude, c'est tout le Midi viticole, ce sont tous les viticulteurs qui sont en deuil... Tous ceux qui croiraient

que l'on puisse travailler ces jours-là, se souviendront que l'un d'entre nous a sacrifié sa vie pour que eux, continuent à vivre» avait communiqué le Comité d'action viticole de l'Aude. Les viticulteurs ont répondu dignement à cet appel.

«Ce qui s'est passé le 4 mars a renforcé énormément la mobilisation», explique un petit viticulteur, «en ce moment toute la population viticole est touchée par ce qui s'est passé. Tout le monde est attristé on ressent une peine profonde, on ressent vraiment l'agression, l'occupation, tous les gens disent on ne peut pas en rester là, il faut faire quelque chose, on est prêts à lutter».

Sur la petite place d'Arquettes-en-Val jusqu'au ci-

metière et plus loin encore, sur un à deux kilomètres des groupes se forment, des discussions s'engagent en attendant la fin de la cérémonie et le dépôt du cercueil dans la tombe.

Les paysans venus du Gard s'informent de la situation auprès de ceux qui ont participé aux barrages, ou à ce qui s'est passé au Pont de Montredon. Les uns parient de la sauvage agression dont ils ont été victimes, d'autres critiquent le manifestation du 5 février en disant « c'était une manifestation d'enterrement avec ce qui s'est passé on ne peut plus en rester là». Débats, échanges qui marquaient la colère et la détermination.

Le cahier de condoléances était plein ; on pouvait y lire en témoignage de son soutien et de sa solidarité profonde, la signature du Comité de parti régional du Languedoc-Roussillon du PCMLF.

De nombreux messages et motions ont été envoyés, attestant de la solidarité à la base de diverses catégories socio-professionnelles, étudiants de Droit et de Lettres de Montpellier ont envoyé des télégrammes de soutien, les ouvriers du Midi ent participé au dépôt de gerbes qui s'effectuait au même moment à Pézenas.

Une multitude de gerbes (dont celles de l'Humanité-Rouge et du mouvement «Volem vivre al païs») accompagnaient Émile Poytes à sa dernière demeure.

Silence et émotion devant le passage du cercueil. Colère dans les cœurs. Émile ne sera pas mort pour rien, c'est le sentiment que

tout le monde avait.

(Suite de la page 1)

Un millier de manifestants à Paris

(Suite de la page 1)



La manifestation, très favorablement acceuillie par la population (photo HR).

Finalement une manifestation positive et unitaire des organisations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, sur une question de principe aussi importante que celle concernant le soutien aux luttes des paysans exploités, et la nécessité de l'unité des ouvriers et des petits paysans, non seulement pour faire aboutir leurs revendications immédiates propres, mais pour la révolution prolétarienne, et l'édification du socialisme sous la dictature du prolétariat.

L'année de la femme est finie

LA LUTTE DES FEMMES CONTINUE

majorité des femmes, ont manifesté samedi après midi à Paris à l'occasion de la journée internationale des femmes, à l'appel de la coordination parisienne des groupes femmes d'entreprises, de quartiers, de lycées, de facultés et du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC).

De nombreux mots d'ordres protestaient contre le chómage des femmes, les discriminations dont elles sont l'objet dans le travail et la famille, réclamaient le développement des crèches et leur gratuité, la contraception et l'avortement libre et gratuit. Parmi eux revenaient fréquemment : «Ni Veil, ni Giscard ne par-

4 ou 5 000 personnes, en leront de nous», «Double journée, demi-salaire, y'en a marre», «Non au salaire d'appoint, non au salaire maternel, droit à l'emploi pour toutes». «Pas d'enfants à la chaîne, pas de chaînes pour nos enfants !».

> Expression d'une légitime révolte et de justes aspirations, cette manifestation, par sa composition sociale petite bourgeoise évidente amenant à traiter sur un mode souvent «folklorique» de ces sujets, témoigne aussi de l'urgente nécessité pour que le mouvement de libération des femmes se développe et s'épanouisse sur de justes bases de classe révolutionnaire, de sa prise en mains par les femmes ouvrieres, paysannes et des milieux populaires de notre

TÉMOIGNAGE D'UN VITICULTEUR DE L'HERAULT

Aujourd'hui on est allé chercher quelques viticulteurs qui étaient dans les champs. On leur a expliqué qu'un copain était tombé, que c'était une journée de deuil aujourd'hui et qu'il ne fallait pas travailler... Ils ont compris rapidement, ils nous ont dit «oui, c'est vrai, vous avez raison, ce qui s'est passé c'est dégueulasse, il faudrait aller aux obsèques...»

Nous retournons au village et on nous dit il faut louer un car pour aller à Arquettes-en-Val. Je n'aurais jamais pensé que le car pourrait être plein. Eh bien, en une heure, le car était loué et toutes les places étaitent prises... En principe on est 5 habitués pour aller à des manifestations. Maintenant les viticulteurs ne sont plus démobilisés, ce qui s'est passé a renforcé la mobilisation... Nous ne sommes pas violents, on subit cette violence et on est contre mais en même temps on est prêts à affronter cette violence. Beaucoup de gens n'allaient même pas à des manifestations pacifiques, maintenant ils ont franchi le fossé

Les dessous du match de football Saint-Etienne - Kiev

BUSINESS REVISIONNISTE

Si l'équipe de football de St Étienne a été perdante jeudi soir en URSS devant l'équipe de Kiev, on ne peut pas dire que cela a été le cas de tout le monde.

A l'occasion du match, le service voyage de France-URSS a affrêté trois charters partant de Lyon, Saint-Étienne et Paris - soit 300 places. Le prix moyen du billet était de 1 200 F. Jeudi dernier, il restait quelques places libres, une dizaine, que le directeur du service voyage proposa de mettre en vente au prix coûtant, soit 350 F, par l'intermédiaire du syndicat CGT de l'organisme.

Comme on le voit, le bénéfice réalisé par France-URSS est coquet, puisqu'il est de 850 fois 290, soit 246 500 F, de quoi engraisser ces nouveaux bourgeois qui dirigent France-URSS. Mais ce n'est pas tout. Sur ce, éclata une altercation entre 3 déléguées syndicales et le secrétaire général de France-URSS, Roussat, qui les menaça tout bonnement de les mettre à la porte. Ce monsieur Roussat qui est membre du PCF et ami intime de Leroy décida alors de faire bénéficier quelques unes de ses connaissances des billets restants.

Si le match Saint Étienne-Kiev a été une bonne affaire pour les patrons de France-URSS, il leur arrive aussi de faire de moins bonnes recettes. Ils se font en effet parfois truander par leurs fournisseurs de Moscou. C'est ainsi que France-URSS a acheté, il y a quelques temps, un millier de cannes sculptées, de fabrication semiartisanale. Ces cannes ont été choisies sur place, en URSS, lors d'un séjour de dirigeants de l'association qui ont payé d'avance. De beaux bénéfices en perspective. Manque de chance, quand les cannes arrivèrent, il s'agissait de vulgaires cannes médicales avec un gros embout en caoutchouc. Et c'est ainsi que ces cannes, invendables, pourrissent dans les caves de France-URSS. Malgré ces déboires. les affaires ne vont pas trop mal et France-URSS va bientôt s'installer dans ses nouveaux locaux. Dans le 16è. Standing oblige.

La municipalité de Metz interdit toute distribution de tracts

La municipalité de Metz a pris, il y a quelques temps, un arrêté interdisant toute diffusion de tracts dans la ville et aux alentours ainsi que toute vente de livres ou de journaux sur quelque lieu que ce soit.

A cela, la municipalité a cru bon d'ajouter la création officielle d'une «brigade de jour de surveillance de la voie publique».

On se souvient qu'il v a quelques années le préfet du Bas-Rhin avait également prétendu interdire les distributions de tracts sur l'ensemble du département.

Tout cela montre la conception que la bourgeoisie a de la liberté

La décision de la municipalité de Metz est une des mesures qui montrent l'inquiétude et les préparatifs de la bourgeoisie face à la montée des luttes populaires.

Les électeurs ne se sont pas bousculés à l'ouverture des bureaux de vote dimanche matin, pour le premier tour des élections cantonales qui doit renouveler la moitié des Conseils généraux de France. Pourtant les partis de la

Elections cantonales

gauche et notamment le vieux PCF avait fait de multiples efforts pour «politiser» la campagne - comme si d'ailleurs au fond ces élections auraient pu être apolitiques. «L'Humanité» de vendredi consacrait même toute sa UNE en titrant «C'est trop injuste... votez communiste» sans même parler des luttes des viticulirs du Languedoc-Roussillon. On voit la politique où l'on peut, n'est-ce pas ? Le PCF la voit dans les urnes, les viticulteurs dans les actions de masse... Il est sûr qu'ils ne se sont pas rencontrés, comme ces viticulteurs qui politisérent à leur façon les élections dans l'Ardéche en mettant dans l'urne des tracts à la place du bulletin de vote.

Enfin, pour cette faible participation, la gauche invoque le froid et le beau soleil, la droite dit que c'est parce qu'elle n'a pas voulu politiser le débat.

Finalement le taux officiel de participants des inscrits sera de 52,60 % des electeurs.

D'aprés les premiers résultats dont nous disposons à l'heure où nous écrivons, il semble que la campagne de «politisation» du PCF ne lui a rien rapporté, si ce n'est qu'un recul du nombre de

Le PS, toujours selon les premiers résultats, verrait ses suffrages augmenter. Mais il est vrai que cette fois-ci il présente des candidats partout.

Quant à la majorité, on observe une régression légé-

De toute façon, il faudra attendre le deuxième tour pour y voir plus clair sur ces tripatouillages.



Peugeot (Montbeliard-Doubs) LA COMBATIVITÉ DES TRAVAILLEURS GRANDIT

Depuis 3 semaines les ouvriers des chaînes de montage vélos et cycles débrayent. En même temps une trentaine d'ouvriers des expéditions se sont mis en grève illimitée pour une augmentation de 300 F égale pour tous. Enfin dans la même semaine les dessinateurs ont bouclé leurs tiroirs à dessin et réclamé une revalorisation de leurs catégories. Ils ont fabriqué de nombreuses banderoles qu'ils ont exposées dans les couloirs et dans leurs bureaux.

Le patron et ses acolytes ont organisé une grossière provocation : une tente servant de magasin a été brûlée, des cyclos ont été détériorés, des pneus lacérés. Chez Peugeot, chacun sait que les mercenaires ne manquent

Pendant ce temps, le faux parti communiste se dépense sans compter... pour les cantonales ; en cherchant à utiliser la révolte des ouvriers contre les cadences les mauvaises conditions de travail, la paie dérisoire et l'exploitation capitaliste, pour faire élire leur candidat / Leur soutien c'est «Votez pour lui tout ira

Vendredi 5 : occupation des usines

Aux usines (de Beaulieu-Mandeur) l'occupation a été déclenchée vendredi. Elles emploient 5 600 salariés et produisent des cycles et cyclomoteurs Peugeot, ainsi que des pièces détachées d'automobiles essentielle ment destinées aux usines Peugeot de Sochaux.

Les grévistes demandent notamment une augmentation de salaire de 300 F pour toutes les catégories de personnel et la réduction des cadences de travail.

Samedi des piquets de grève ont été mis en place aux 8 portes.

Correspondant HR.

Berliet (Venissieux)

seb aparoit of

IL NOUS FAUT IMPOSER **UN RAPPORT DE FORCE**

Dans plusieurs ateliers, les actions de harcélement continuent, mais commencent à s'essoufler. De moins en moins de travailleurs débrayent. Dans certains ateliers, il ne s'est rien passé depuis les 2 heures de grève du 10 février.

A cela il y a plusieurs raisons :

- la forme d'action développée par la CGT et par la CFDT (à la remorque) n'est pas suffisamment efficace, et de cela, les travailleurs se rendent compte. Certains disent même que cela est voulu par la CGT qui a peur d'une grève de grande envergure qu'elle ne pourrait contrôler. La CGT reconnait même que ces actions servent à «maintenir la température» et cela, certainement pour ne pas faire sauter le couvercle.

- le seul objectif mis en avant, actuellement, c'est «d'obliger la direction à négocier avant le 2 avril».

Mais les travailleurs savent bien que la négociation n'est pas un but en soi, Que pour obtenir la satisfaction de leurs justes revendications, il leur faudra imposer un rapport de force face à la direc-

Jeudi 4 mars

Le 4 mars a eu lieu un débrayage de 3 heures. Les travailleurs et les ETDA sont sortis à 60 % environ, mais à la manifestation devant le siège social, il y avait seulement entre 1 000 et 2 000 personnes.

Pendant plus d'une heure, les travailleurs et les ETDA sont restés massés devant le siège social de Berliet, où se tenait une réunion du Comité central d'entreprise. Les travailleurs ont exprimé leur mécontentement en bloquant la circulation malgré l'avis de certains pontes

La CGT n'a pu encore une fois empêcher quelques poings levés quand le cortège en repartant a entonné l'Internationale, ce qui ne plaisait pas à certains membres du PCF.

Les révisionnistes ne pensent qu'à s'asseoir autour du «tapis vert», et l'on peut être sûr qu'ils braderont la lutte s'ils négocient.

Il nous faut imposer un rapport de force pour faire céder la direction. Même si elle accepte de discuter avant le 2 avril, rien ne sera gagné. C'est pour cela qu'il ne faut pas se battre pour la négociation à tout prix mais pour la satisfaction de nos revendications.

Correspondant HR



Griffet (Marseille)

Malgré les provocations policières, la lutte continue !

Pour les 400 ouvriers de l'usine Griffet, (matériel de chantier...) l'occupation de l'usine, pour protester contre la fermeture, continue.

Les ouvriers ont déjà popularisé leur lutte par de nombreuses manifestations, journées «portes ouvertes», affiches, etc. Pour les ouvriers marseillais, les Griffet sont ceux qui refusent la fermeture de l'usine et le chômage depuis

Le temps presse : les négociations en vue d'un rachat

marseillais trainent, le délai de réflexion se terminant le 10 mars. Les ouvriers avant moins de deux ans d'ancienneté lors du licenciement indemnités de chômage le 27 mars; pour les autres la suppression d'indemnités s'échelonnera entre avril et août (pour les cadres).

extraits du tract de Griffet (4/3/76) : «A la police de Poniatowski étaient mêlés des éléments provocateurs, des «bras musclés», des mercenaires, des individus en civil appartenant à des polices parallèles (SAC CDR etc.)... Nous avons été braqués avec des revolvers !! Menacés de matraquage !! Nos banderoles ont été lacérées !! Nos délégués syndicaux jétés à terre !!...»

Face à ces agressions, les ouvriers tiennent bon et popularisent leur lutte signature de pétitions par les ouvriers de la Réparation navale (Société SAM), manifestation dans les quartiers nord le 4 mars, intense campagne d'affichage, relatant les faits et appellant à un meeting, chez Griffet, samedi 6 mars à 9 heures (appel par l'intersyndicale CGT-CFDT-CGC).

Limondin à Chantonnay (Vendée)

la France des luttes

Non à tout licenciement!

La direction des établissements Limondin, après avoir mis au chômage les 30 ouvrières de Segré (Maine et Loire) veut licencier 38 travailleurs de Chantonnay (sur environ 300).

La direction, incapable de résister à la concurrence étrangère (chemises, pyjamas), veut faire payer les pots cassés à la classe ouvriére. Lors de l'entrevue entre le PDG et le Comité d'entreprise, le personnel a débrayé à 100 %. Le CE a marché

dans le chantage de la direction (38 licenciements valent mieux que 300) et accepté les licenciements.

Aussi les ouvrières de Limondin et la CFDT appellent tous les travailleurs à venir manifester leur solidarité et à lutter pour refuser tout licenciement

MARDI 9 MARS A 17 H 30 DEVANT L'ENTREPRISE

Correspondant HR.

Gréve dans le service informatique de l'EDF

A Issy-les Moulineaux, le personnel du SITI 3 - La Source (service informatique EDF), réuni en assemblée générale le 26 février 1976, à l'appel des organisations syndicales CGT -CFDT - FO, a décidé la grève de 24 heures reconductible par vote en assemblée générale.

Pour faire aboutir les revendications exprimées de longue date auprès de la direction, les cinq centres informatiques sont entrés dans l'action exigeant notamment : le reclassement des agents les plus défavorisés (Exécution), de meilleures conditions de travail. la révision des effectifs. l'embauchage, l'intégration des primes dans le salaire.

A Issy, 160 salaries, un comité de grêve a été élu en assemblée générale, trois commissions ont été mises sur pied : organisation, piquet de grève, popularisation. Il y a 85 % des grévistes (toutes catégories). Depuis vendredi, ils n'envoient ni factures, ni lettres de relance, ni lettres recommandées, ni avis de coupures. Le standard est occupé!

Pour l'instant la CGT refuse de l'étendre aux autres «SITI». Néanmoins il y a grève à Clichy et Orléans. A Lyon, grève tournante de 2 heures depuis le 26 février ; et à Toulouse il y a eu grève de 24 heures le 27, puis grève du zêle.

REPRESSION ANTI-SYNDICALE

Il ne se passe plus un jour sans condamnation de militants syndicaux ou de travailleurs en lutte. C'est la «décrispation» giscardienne ou plus précisément la répression capitaliste tous azimuts.

SORETEX (ANGERS): AGGRAVATION DE PEINES POUR 2 MILITANTS SYNDICAUX

La cour d'appel d'Angers a aggravé jeudi les peines prononcées, en première instance, contre deux militants syndicaux d'Angers, condamnés pour séquestration de

Il s'agit d'employés de la société Soretex (ascenseurs) à Angers, M. Claude Monnier, qui a été condamné en appel à deux mois de prison avec sursis au lieu d'un, et M. Jean-Louis Guilbaut, auquel la cour a infligé 45 jours de prison avec sursis au lieu d'un mois.

La cour d'appel a, d'autre part, confirmé les peines concernant quatre autres syndicalistes : M. Gaetan Goux. trois mois de prison moins un jour, avec sursis, M. Gilbert Juard, deux mois de la même peine avec sursis, MM. Gael Maréchal et Henri Sousuet, un mois avec sursis.

Les poursuites avaient été engagées contre tous ces militants syndicaux en novembre 1975, à la suite d'un mouvement de grève au cours duquel les locaux de la société avaient été occupés et le directeur ainsi que quelques cadres séquestrés pendant plusieurs jours dans leurs bureaux.

LA GREVE CHEZ ASPRO-NICHOLAS.

Le tribunal de grande instance de Thonon-les-Bains a ordonné l'expulsion des délégués CGT de l'usine occupée depuis le 24 février pour obtenir la garantie de l'emploi des quelques 350 salariés. Il a toutefois refusé de prendre une mesure similaire à l'égard des autres occupants de l'entreprise, qui avaient également été assignés par la

Rhenalu (Colmar)

«Nous rentrons la tête haute!»

L'assemblée générale de vendredi matin a décidé (à 73 %) de la reprise du travail lundi matin, sur la base de l'accord intervenu.

«Même si les revendications initiales n'ont pas été toutes satisfaites, le résultat est positif. Pour faire le bilan il faut encore attendre : il y a eu beaucoup de travail, un travail d'équipe alors qu'au départ un ou deux gars seulement s'occupaient de la grève. Maintenant ce ne sera plus le cas» déclare un délégué CFDT de Rhénalu venu rendre compte de la grève à l'Union interprofessionnelle CFDT de Colmar.

Mercredi, après une assemblée générale, 250 grévistes avaient séquestré le directeur qui, jusque là, s'était montré intransigeant.

Les acquis : réduction du temps de travail d'une demiheure sans diminution de salaire, les plaintes au tribunal sont annulées, une indemnité de lock-out (mais seulement pour les grévistes du début), diverses primes (rattrapage: 2 fois 100 F, etc.) et réajustement de primes : de 80 à 200 F, en plus de l'augmentation (3,5 %) prévue par Péchiney-Ugine-Kuhlman en 76.

éventuel par des industriels cesseront de toucher les

Lundi 1er mars, très tôt, les ouvriers de Griffet avaient entrepris de sensibiliser l'opinion en barrant l'autoroute au moyen de grues. La police est intervenue, interpellant deux ouvriers qu'elle relachait dans la matinée.

Pour protester contre cette agression, les ouvriers de Griffet organisaient immédiatement la riposte, sous la forme d'une manifestation, dans la matinée, dans les quartiers nord de Marseille, manifestation sauvage-Correspondant HR | ment chargée. Citons des

Correspondant HR

la France des luttes



ORNE

Vers l'unité ouvriers-petits paysans

Manifestation populaire à Mortagne

Les travailleurs de Bretoncelles de l'usine ex «Piron» luttent depuis plus de 14 mois pour retrouver leur emploi. Quand les travailleurs de Bretoncelles se sont fait entendre, ce fut l'explosion dans la région. Les sections syndicales CFDT se sont multipliées dans les usines, les hôpitaux etc... C'est environ une quinzaine qui se sont créées. Il y a un an, il n'en existait que quelques-unes ; ceci correspond à la crise que le patronat et la bourgeoisie font payer aux travailleurs du Perche.

Depuis un an, Amiot à Mortagne, une trentaine de licenciements, usine fermée, chez Piron à Bretoncelles 86 licenciements, Ogam à Bretoncelles également, une cinquantaine de licenciements, l'usine fermée. C'est la restructuration des laiteries qui a entraîné aussi des licenciements. A l'hôpital de Mortagne, ce sont des licenciements déguisés en n'embauchant que par contrats limités de 2 mois.

De nombreuses entreprises ont licencié 5 à 10 travailleurs. Et dernièrement à Moulin-la-Marche, Silor-Crinor, usine textile, annonce, quant à elle, 30 licenciements.

Pour mieux réprimer et diviser les travailleurs, les premiers touchés par les licenciements sont les délégués syndicaux. Le patronat et la bourgeoisie tentent ainsi de briser l'organisation des travailleurs ; aussi la classe ouvrière du Perche saura riposter.

Samedi 28 février, à l'appel des ex-Piron et de l'Union de secteur CFDT de Mortagne, les travailleurs ont ainsi montré leur détermination en manifestant à environ 150 sous les banderoles et les mots d'ordre suivants : «Emploi pour tous», «Non aux licenciements», «Coordonnons nos luttes», «Répression patronale : offensive ouvrière», «Unité ouvriers-paysans», «On ne négocie pas les licenciements, on les refuse».

Les petits paysans, ou paysans pauvres, sont eux aussi victimes du système capitaliste, ils sont eux aussi déterminés, ils l'ont montré le 25 février en manifestant. Chez Verrier à Remalard c'est 100 paysans qui sont obligés de partir de leur fer-

Après la manifestation, de nombreuses interventions, les ex-Piron réaffirmèrent leur détermination pour le réemploi de tous après avoir imposé une nouvelle unité de production à Bretoncelles. Les comités de soutien, toujours aux côtés des travailleurs, l'union de secteur CFDT et des ouvriers de l'usine Silor-Crinor dénoncent la répression syndicale et les licenciements. Les travailleurs de Tourouvre de l'usine de disques Déca disaient : «Messieurs, le Perche se réveille !»

Des paysans-travailleurs ont expliqué que l'unité des ouvriers et des petits paysans ne devra pas être que passagère, mais jusqu'à l'avénement du socialisme et dans la construction du socialisme.

Le faux parti communiste, qui n'a pas soutenu les travailleurs de Bretoncelles depuis le début, profitant de cette période électorale, a distribué un tract, enfin quelques tracts seulement... car ils furent priés de déguerpir par des travailleurs qui leur ont demandé : «De quel camp faites-vous par-

Dans le Perche, ce n'est qu'un début ; aux licenciements, les travailleurs sauront répondre par leur détermination comme ils l'ont déjà montré le 28 février.

> Correspondant HR Bretoncelles

Manifestation paysanne contre l'industriel Verrier

Le 25 février à Remalard les paysans ruinés par Verrier manifestaient pour exiger le remboursement de leurs pertes qui s'élevaient à 92 millions d'anciens francs (voir HR No 435, Faucille No 14).

Une centaine de paysans de plusieurs départements et d'ouvriers de la région se sont retrouvés à Remalard pour soutenir ces justes revendications.

A noter qu'environ 200 CRS avaient pris position autour de Remalard.

Des tracts étaient distribués des interventions par haut-parleur informaient la population du vrai visage de l'exploiteur Verrier.

Des discussions ont pu avoir lieu, y compris avec quelques ouvriers de Verrier qui au début ne comprenait pas le sens de la lutte.

Les paysans ruinés sont intervenus pour expliquer leur situation, des paysans du Perche sont intervenus en expliquant qui était l'exploiteur Verrier ennemi des petits paysans et des ouvriers.

Enfin un camarade paysan vivement applaudi prononçait une intervention que nous reproduisons cidessous:

Intervention d'un paysan.

Si nous sommes rassemblés aujourd'hui à Remalard, c'est pour manifester le mécontentement des paysans exploités par le système capitaliste, c'est pour défendre des paysans réduits à la faillite, ces paysans qui, de par leur structure trop petite, ne peuvent plus vivre sur leur exploitation et sont contraints soit de partir travailler à l'extérieur dans l'usine la plus proche c'est-àdire être exploités par des sociétés industrielles ou simplement de se voir refuser tout emploi et de ce fait réduits au chômage au même titre que les ouvriers. N'importe comment ce sont des licencies de l'agriculture, licenciement qui dure depuis plus de vingt ans et qui a

continuer sur le dos des plus petits paysans. Cela se fait sans que personne ou presque en parle. Les terres de ces petites exploitations ont été reprises par les gros exploitants agricoles ou par des non-agricoles. Nous en avons ici un exemple typique en la personne de Verrier qui exploite en plus de son usine un nombre important d'ha de terre, des porcheries et un atelier de bœufs de boucherie. Non content d'exploiter les ouvriers de son usine, il exploite également les petits paysans qui ont choisi de rester malgré tout sur leur exploitation devenue trop petite en y ajoutant des productions hors-sol poulailler, porcherie ou atelier de veau de boucherie. Cela s'appelle de l'intégration c'est-à-dire que

Verrier en collaboration avec les banques devient le patron de ces petits pay-

C'est pour ces raisons qu'aujourd'hui les ouvriers de la région ont tenu à soutenir cette manifestation, les paysans exploités et même détruits par la société capitaliste.

Cet exemple de solidarité est des plus importants car face aux sociétés monopolistes nous devons ensemble, ouvriers et paysans pauvres, nous battre pour défendre nos intérêts c'està dire notre emploi. Ensemble en réalisant concrétement l'unité entre ouvriers et paysans pauvres, c'est en rassemblant nos forces dans la lutte que nous vaincrons les cumulards et les exploiteurs.

Metz-Nord

GREVE CHEZ DUMAS

99 % des 270 ouvriers de chez Dumas (entreprise de constructions métalliques) sont en grève depuis le mercredi 3 mars pour obtenir : 2 % de rappel d'augmentation du mois de janvier (augmentation accordée par la chambre patronale de Metz et non encore versée); 14 % d'augmentation pour 76 ; une prime de vie chère ; le paiement des jours de grève ; des salaires correspondant au niveau des qualifications.

Dans cette entreprise, 50 % sont immigrés (Algériens, Marocains, Tunisiens, Espagnols, Italiens, Turcs, Yougoslaves, Sénégalais)

C'est avec colère que les ouvriers racontent ce que sont leurs conditions de travail. Avant, il y avait un syndicat (CFTC), mais les délégués se sont faits acheter par les patrons et ne défendaient - de la boîte qui est rentré du pas les ouvriers. La CGT s'est constituée il y a 5 mois et ses 3 délégués menent la lutte. Dans cette boîte, presque tous les salaires tour-

nent autour du SMIG (1 400-1450 F) et un immigré qui travaille ici depuis 15 ans gagne 1300-1450 F (avec un loyer de 500 F, comment vivre !). Ce sont parmi les salaires les plus bas de la

signaler l'absence de sécurité : copeaux dans les yeux, doigts coupés sont choses fréquentes ; ils doivent payer eux-mêmes leurs deux paires de chaussures de sécurité. Les travailleurs immigrés sont particulièrement en colère : «Ici, on est considéré comme des esclaves. Le patron profite de ce que nous ne savons pas lire une fiche de paie pour nous voler. Et quand on va réclamer, le comptable ne veut rien savoir. Pendant les vacances d'été, nous n'avons droit qu'à un mois. Un immigré pays et qui avait dépassé la date, est maintenant au chômage». Des menaces sont faites aux immigrés qui veu-

lent se présenter comme dé-

légué syndical. Chez Dumas. il n'y a pas de racisme entre les ouvriers : Français comme immigrés disent : «on est tous pareils».

LA GREVE:

mardi 2 après-midi

Les ouvriers, qui venaient de recevoir leur fiche de qualification se réunissent en assemblée générale, à l'appel de la CGT, devant l'usine . De la cour de l'usine, le directeur les nargue et se moque d'eux, ce qui fait monter leur colère et précipite leur décision de se mettre en grève.

mercredi 3

A deux reprises, le matin et l'après-midi, un délégué rencontre un membre de la direction : «pas de négociation tant qu'il y aura un piquet de grève». Evidemment, cette manœuvre ne prend pas. Le mercredi soir, alors que 6 ouvriers (dont 2 délégués) peignaient une inscription sur le trottoir de l'usine, la BSVP saisissant ce

prétexte, fait un contrôle d'identité

commencé par la plupart

des ouvriers agricoles pour

jeudi 4 mars

Le matin, nouvelle rencontre avec la direction «reprenez le travail, récupérez vos heures de grève, et puis après, nous discuterons». Pour les ouvriers, il n'est pas question de céder à ce chan-

Dans l'après-midi, le directeur insulte les immigrés : «tu n'as pas le droit de parler. Si tu n'es pas content, retourne chez toi». Il insulte aussi un jeune délégué syndical, le traitant de pantin et lui disant : «Tu mériterais que je te foute des baffes». Ce qui, dit un ouvrier, de la part d'un homme cultivé et qui nous parle de respect, fait rigoler.

Mais cette fois-ci, les ouvriers sont décidés à ne pas se laisser intimider par les manœuvres et le chantage de la direction qui semble les prendre pour des gamins. Ils disent : «on est prêt à tenir aussi longtemps qu'il le fau-



LE PREMIER NUMERO DE MARS VIENT DE PARAITRE.

On y trouvera notamment des articles sur les manifestations du 17 février, sur la défense des petits producteurs de lait dans le Nord-Finistère, sur les actions des viticulteurs, et un éditorial soulignant l'importance historique de la Commune de Paris pour l'unité des ouvriers et des petits paysans.

L'exemplaire: 0,70 F.

à commander à L'Humanité rouge

BP 61-75 861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

- Abonnements -

15,00 F par an pli ouvert 30,00 F par an pli fermé Adresse provisoire:

à la Faucille : Humanité rouge BP 61 - 75861 Paris

CCP Humanité rouge : 30 226 72 La Source

Chambery-Magasin Ege

UNE DETERMINATION EXEMPLAIRE

A Chambéry, les travailleuses d'un magasin EGE mènent une lutte pour l'augmentation des postes de travail et l'emploi de nouvelles employées.

BOO OF STREET, STREET,

L'aspect particulier de cette lutte est l'appui réel des clients du magasin, l'«embauche» d'une travailleuse directement par les employées, afin de mettre le patron devant le fait accompli, la volonté de lutte des femmes travailleuses.

Le patron du magasin EGE «les Allobroges» de Chambéry veut fermer le magasin, il sabote la gestion, réduit les horaires d'ouverture, refuse l'embauche pourtant indispensable d'une personne supplémentaire.

Il est même clair qu'il cherche à «couler» le magasin : il refuse par exemple de livrer 2 000 F de
marchandises à un restaurant distant de 200 mètres ; il ne livre que la moitié des marchandises qu'on
lui commande, il «remballe»
les clients, et refuse de changer les produits avariés. Sans
doute pense-t-il réinvestir
ailleurs ses capitaux avec de
coquettes subventions du
gouvernement.

Les travailleuses, de leur côté, face à un surcroît de travail en période où le chômage sévit, décident de donner du travail à une chômeuse : elles lui donnent une blouse, la font venir au magasin, et lui apprennent à tenir une caisse. Elles veulent ainsi contraindre le patron à embaucher.

En 1975, les travailleurs demandent l'embauche d'une personne supplémentaire, il n'y a pas de réponse du patron.

Le samedi 22 novembre une grève a lieu, l'aprèsmidi le magasin est occupé, le mouvement se poursuit encore le lundi.

Le patron ne veut pas embaucher un employé de plus, en invoquant que le chiffre d'affaire du magasin est trop bas.

Le mardi 25 novembre, le patron veut fermer le magasin. Des clients, dont les grévistes du comptoir pharmaceutique de Savoie, en lutte, venus soutenir les travailleuses d'EGE, forcent l'entrée. Les travailleuses d'EGE prennent leur poste de travail avec, en plus, une jeune chômeuse qu'elles ont elles-mêmes «embauchée». Le patron appelle un huissier, il y a aussitôt débrayage.

L'après-midi, le patron demande les papiers de la jeune chômeuse, pour, semble-t-il l'embaucher. Mais le vendredi cette chômeuse est traduite en référé par le patron.

Le mercredi 3 décembre, une première négociation patron-employés a lieu à l'inspection du travail. Les consommateurs (clients du magasin) essayent d'intervenir auprès de l'inspecteur. Les négociations échouent, les clients essayent alors d'empêcher les patrons de

sortir. Comme ceux ci se réfugient dans leur voiture, les clients les bloquent dans leur véhicule pendant une demi-heure.

Depuis ce jour une militante syndicale a travaillé en «surnombre» dans le magasin pendant un jour, une des slogans comme «L' lobroge doit embauche «Clients, travailleurs, cl meurs, même combat».

autre 2 jours, et une autre femme pendant 3 semaines. Les travailleuses sont très mobilisées, et agissent avec les clients du magasin. Sur leurs blouses, elles cousent des slogans comme «L'Allobroge doit embaucher», «Clients, travailleurs, chômeurs, même combat» A l'heure actuelle la lutte est un peu au point mort, on recherche de nouvelles formes de lutte. On peut noter que les responsables de la section CGT d'un autre magasin EGE de Chambéry ont jusqu'ici réussi à empêcher toute action de solidarité.

Une travailleuse d'EGE

Mon mari n'est pas d'accord, mais je participe quand même à la lutte

Dans ce genre de lutte où les femmes sont décidées, très mobilisées et actives elles rencontrent des problèmes particuliers, pour se rendre aux réunions, garder leurs enfants et avec leurs maris qui trouvent souvent que ce n'est pas le rôle d'une femme de lutter. Mais, ne l'oublions pas, c'est bien sûr le système capitaliste, son idéologie, la place qu'il assigne aux femmes dans la société qui est le vrai responsable de cette situation.

A travers cette interview d'une travailleuse d'EGE, on voit apparaître quelques-uns de ces problèmes. (Cette interview a été transcrite et affichée lors du rassemblement du 14 février, à la Mutualité).

Quels problèmes, qui sont particuliers à une femme as-tu rencontrés pendant la lutte ?

Je rentrais tard à cause des réunions, je ne voyais jamais mon mari, alors il rouspétait. Dans sa boîte, ça marchait, alors, il ne comprenait pas notre lutte.

Que faisais-tu ?

Il fallait que j'aille en réunion. Il guedait, mais j'y allais quand même.

Comment essayais-tu de résoudre ce problème ?

Plusieurs fois, je lui ai dit de venir à nos réu-

nions. Il n'est jamais venu. Ca ne l'intéresse pas nos réunions. Pour lui, ça ne mène à rien. Il pense que les filles ne sont pas assez combatives, et qu'on n'arrivera à rien. Quand il a été licencié, il s'est préoccupé de ce problème, mais une fois réintégré il a vite oublié. Alors que moi, ce n'est pas pareil. Je voudrais faire plein de choses, aider la section syndicale d'EGE d'Albertville, mais je ne peux pas, il ne comprend pas.

Depuis la grève y-a-t-il quelque chose de changé ?

Il me reproche de ne penser qu'au syndicat, à la lutte. Quand on parle de politique, on n'est pas d'accord, alors j'évite d'en parler.

Au sein du ménage, estu indépendante, autonome ?

Avant je sortais tous les mardis pour les réunions syndicales, maintenant je sors avec plus de difficultés. Il dit que ma place est au foyer. Mais je fais ce que je veux, même si on doit se disputer.

Pourquoi est-ce que tu travailles, si tu n'es pas financièrement absolument obligée de le faire ?

Que veux-tu que je fasse toute la journée chez moi? Les femmes qui ne travaillent pas doivent tout à leur mari. Je travaille pour pouvoir être indépendante. Quand j'aurai un gosse, mon mari voudra que je reste à la maison. Je resterai la première année pour garder le gosse, mais après je retournerai au travail car c'est trop important d'avoir une activité sociale, une présence dans les luttes, pour pouvoir aussi nous libérer en tant

LES FEMMES DE PLUS EN PLUS PRESENTES DANS LE COMBAT OUVRIER

Les femmes travailleuses représentent près de 40 % de la population active. Et ce chiffre serait encore plus important si les femmes n'étaient pas les principales victimes du chômage, des bas salaires et des mauvaises conditions de travail.

54 % des femmes qui cherchent un emploi ont moins de 25 ans.

51 % des ouvriers à la chaîne sont des femmes.

En 1975, 25 % des femmes au travail contre 11 % des hommes gagnaient un salaire inférieur à 1 300 F par mois.

Les femmes sont deux fois plus touchées par le chômage que les hommes. Le patronat espère qu'elles accepteront plus facilement leur situation.

Mais la bourgeoisie se trompe lourdement.

Dans le textile et l'habillement, secteur où les femmes sont largement majoritaires (53 % de femmes dans le textile, 83 % dans l'habillement), 34 usines sont occupées depuis plus de 4 mois. Voilà un chiffre éloquent. Et dans l'expérience du combat de classe, les femmes font aussi l'expérience du révisionnisme qui sabote leur lutte et leur prêche la résignation. Cela aussi est capital pour l'avenir de la révolution et de leur libération.

QUELQUES EXEMPLES

DESOMBRE (HABILLEMENT A LILLE)

Le patron a décidé de déposer le bilan le 31 juillet 1975. Les ouvrières décidérent de réagir et le 2 octobre, l'occupation est décidée. La police interviendra le 20 octobre à 4 heures du matin et fera évacuer l'usine.

50 d'entre elles décidérent de réoccuper l'usine, le 10 novembre. Depuis ce jour, elles occupent par équipes jour et nuit, semaine et dimanche.



Discussion entre les travailleuses dans la cour des Établisse ments Desombre à la sortie d'une Assemblée générale.

CIP (CONFECTION LILLE)

Les travailleuses de cette boîte sont elles aussi licenciées. Licenciées pour les mêmes motifs que leurs camarades de Desombre, elles ont choisi à chaque fois que cela était possible de mener le combat ensemble. C'est ainsi que le 17 février, toutes ensemble, elles sont montées à Paris pour expliquer leurs luttes.

SCC PRES DE CERISAY VENDEE, USINE DE CONFECTION

Depuis 2 mois, les 82 ouvriers dont 80 femmes n'étaient plus payés. De plus, le patron licencie 17 ouvrières.

La grève éclate. A l'heure actuelle, elles ont obtenu une première victoire : le paiement des 2 mois de salaire en retard, mais l'occupation continue jusqu'à la réintégration des 17 licenciées (cf. HR No 436).

CHANTERELLE (LORIENT, CONFECTION DE SOUS-VETEMENTS FEMININS)

230 travailleuses. 95 % sont en grève contre les brimades et le licenciement d'une de leurs camarades : «La direction veut nous avoir à l'usure, mais elle se trompe. Nous irons jusqu'au bout.» (cf. HR No 435).

Les vrais ennemis des femmes en lutte

- Il y en a, de «droite», Giroud et Cie, et le gouvernement bourgeois, qui prétendent «revaloriser la condition de la femme»; d'autres affirment que le déficir
de la Sécurité sociale «crait
du aux femmes a cause de
leur absentéisme des usines...
Mais qui doit prendre en
charge la garde des enfants
malades, qui a une autre
journée de travail à faire en
rentrant à la maison?

- Il y en a aussi, de «gauche», qui se disent dé-

fenseurs des libertés. Regardons les faits : un exemple: une ouvrière d'une usine de St-Brieuc demande à une déléguér :, fidicale, membre un PCF, de venir à une réunion du MLAC et d'afficher un tract informant les femmes sur leurs droits légitimes à l'avortement et à la contraception. Réponse : Ne t'occupe donc pas de cela, viens plutôt avec nous, quand on aura le Programme commun tout sera résolu !!!»

...Heureusement que les 300 femmes qui, en un an, sont parties en Angleterre ou en Hollande, faire une interruption de grossesse, n'ont pas attendu le Programme commun pour pouvoir avorter ! et ont pris elles-mêmes en mains leurs propres luttes.

Voilà comment le PCF prétend défendre la classe ouvrière et les femmes de la classe ouvrière.

Des lectrices de St-Brieuc



culturel

Le roman-photo dans la presse «féminine»

L'INNOCENTE DROGUE

Il est un pouvoir de la bourgeoisie, en matière de idéologique, propagande auquel on ne prête pas beaucoup d'attention tant les projecteurs sont braqués sur son arme la plus efficace qu'est la télévision : c'est la presse dite féminine et plus particulièrement le romanphoto.

Pourquoi plus particulièrement le roman-photo ? Parce que «c'est facile à lire», ainsi nous ont répondu de jeunes travailleuses, «On a pas le temps de lire autre chose». «Ca passe le temps pendant les longs trajets, le métro, le train.»

Voilà le ton est donné. Le roman-photo s'adresse à celles qui n'ont «pas le temps de», c'est-à-dire à celles qui travaillent dans les usines, dans les bureaux, les crêches, etc.. Même s'il est lu par toutes les classes sociales, le roman-photo est l'arme idéologique de la bourgeoisie qui frappe dans son écrasante majorité les femmes du peu-

A quel degré ? Rien que pour les mensuels la vente de romans-photos dépasse trois millions d'exemplaires ! Mais les revues de romansphotos comme «Nous-Deux», la plus importante, touche en fait au moins un(e) Français(e) sur trois !

metiant et s'en remettant, avec confiance, à l'homme sans lequel «elle ne pourrait

Lorsque les personnages sont sensés exprimer des idées «nobles», des «vérités éternelles et universelles», les regards sont toujours dans le vague.

En général, jamais d'excès, les personnages sont tout à fait habituels, travaillant, parlant, etc. mais cependant on ne les voit jamais manger. Seule, l'histoire est un appel au «rêve», à «l'évasion».

«Savoir supporter l'injustice...»

Une des jeunes travaitleuses que nous avons interrogées nous le dit : «C'est toujours pareil» «Toutes les histoires se ressemblent.»

Ces histoires basées la plupart du temps sur le thème de l'amour - possible ou impossible - entre «un homme et une femme», sont construites sur un schéma très simple.

Le roman-photo «offre au peuple ce qu'on attend de lui», a dit l'éditeur des éditions de Janvier, Voilà une opinion bien précise qui veut dire ce qu'elle veut dire quand elle sort de la bouche d'un patron. Et qu'est-ce-que la bourgeoisie attend du

En fait, le roman-photo état de fait qui existe malheureusement et dont on peut se rendre compte en lisant le courrier des lectrices qui n'ont plus pour elles au cours d'une vie faite d'exploitation au travail et par

ser à autre chose, de réfléentrelient totalement un chir et surtout de réfléchir aux causes réelles de sa condition de vie et de travail. de son exploitation. Pourquoi se casser la tête ? Le roman-photo, lui, répond à tous ces problèmes. C'est «l'Amour» qui est la cause

che à séduire... et bien sûr l'ouvrier est amoureux de la jeune femme!

«Nous deux», «l'hebdomadaire qui porte bonheur», «Intimité du foyer», «le magazine pour une vie meilleure», ne savent pas ce que veut dire «chômage», la «guerre», «la crise du logement», et tout problème social et politique de notre

époque. Ou plutôt, ils en parlent parfois, mais dans le seul but de faire «vrai».

Face à ce bourrage de crâne, on comprend la réaction des jeunes travailleuses que nous avons interrogées, qui aimeraient «lire des romans-photos qui parleraient d'autre chose» et surtout «des vrais problèmes de tous les jours»

Le malheur d'être patron

Le PDG d'une grosse usine de bonneterie, a employé la veuve de son ancien ami, «modeste comptable», au titre d'agent commercial. Elle, comme lui, sont tellement passionnés par leur travail qu'ils se retrouvent à l'usine le samedi après-midi. Ils y travaillent mais aussi ils cherchent à s'avouer leur amour (inévitable). Extrait du

Lui (le PDG): Un homme qui travaille beaucoup finit par ne plus en avoir (des amis. NDLR). Rien que des relations d'affaires, des collègues. On est seul.

Elle : Pourquoi dis-tu cela ? Quand on a créé quelque chose et qu'on a réussi, on ne saurait être seul.

coûtées! Sais-tu que parfois j'en étais à me demander comment je paierais mon personnel...

Elle : Mais tu es un homme arrivé, tu es riche. C'est cela seul qui compte,

Elle rajoute : Chacun sa nature. Aurais-tu pu travailler moins et te contenter du peu que tu avais acquis ?

Moralité de cette fable déprimante, bien que là ne soit pas le thème du roman-photo (puisque le thème omniprésent du roman-photo c'est «l'amour entre deux êtres») : les patrons sont bien malheureux d'être patrons. Bien que très riches, ils ont trop de problèmes. De plus ceux qui sont patrons c'est parce que c'est dans leur

Lui (le patron) : Que de luttes, cette réussite m'aura

Lui (le patron) : Non bien sûr.

nature d'être des patrons. Comme ils sont à plaindre...





La voix de la bourgeoisie parle à travers le roman-photo.

Le roman-photo est présent également dans des revues familiales ou des ouvrages de mode comme Télé-poche, Femmes d'aujourd'hui, Modes de Paris. On peut constater que dans sa majorité l'âge du public se situe entre vingt et trente ans, mais aussi qu'un photo-roman est aussi bien lu à quatorze ans qu'à soixante-dix ans.

Une page de photoroman, de même qu'une case de la page, donnent une impression de statisme. En effet, il n'y a pratiquement jamais d'actions violentes, pratiquement jamais de visages grimaçants, ou déformés par la passion. Les photos représentent souvent ces visages en gros plan.

Les regards se rencontrent entre l'homme et la femme, celle-ci étant toujours plus petite que lui, et elle le regarde presque toujours avec plein d'admiration, se souroman-photo. C'est le résumé de l'aspect le plus important du rôle du roman-photo en tant que moyen de propagangde de la bourgeoisie.

Quelques aspects du contenu du roman-photo:

Comme nous lavons dit plus haut, la femme est toujours assujettie au «māles et en dépend totale-

Lui , «Je crois que maman et toi vous entendrez très bien.»

Elle : «Bien sûr, parce que nous avons le même but : ton bonheur.»

Tout en étant très «moral», la femme n'existe qu'en tant qu'objet d'amour ; son but dans la vie, c'est de trouver l'homme, de s'y consacrer.

peuple ? «Savoir supporter l'homme, que le moyen de l'injustice c'est être sage plus s'en échapper. Et cette évaque lâche» (Nous Deux). En sion «salvatrice», paraît-il, gros, ceci est la phrase que se réalise dans les histoires l'on lit en filigrane dans tout | cœur. Ces histoires, arrivant réellement, sont donc traitées dans le roman-photo et, par là-même, entretiennent l'idée qu'elles sont l'aspect moteur de la vie.

«Je vends du rêve»

Le roman-photo dont le meilleur atout est la facilité de lecture - puisque beaucoup de femmes, dans le train par exemple, arrivent à tricoter tout en le lisant agit comme une drogue idéologique réelle.

Cino del Duca, le roi du romanphoto, savait bien ce qu'il faisait : «Je vends du rêve» a-t-il dit un jour.

Ainsi, l'ouvrière ou l'employée va s'acheter, «pour 3,00 F d'amour», un rêve qui va tout lui faire oublier et l'empêcher de pende tous les maux, de notre «malheur». Cette idée que

l'amour c'est le bonheur, entraîne une autre idée qui est de dire que l'argent -assimilé, bien sûr, à la montée dans l'échelle sociale - ne fait pas le bonheur, puisque c'est l'amour qui le fait et est la seule chose qui compte réellement. Donc il ne faut pas être trop gourmand, trop exigeant dans la vie et plus particulièrement dans son travail. On peut juger de l'effet d'une telle assertion... Combien de photo-romans ne concrétisentils pas ceci avec l'éternelle histoire de l'amour impossible entre un PDG cu son fils et la dactylo qu'il em-

Ces histoires comptent tout ce qu'il peut y avoir de scabreux (aventures de l'homme marié, relations belle-mère-gendre, scènes de lits toujours suggérées), de classique (mariage à la va-vite, divorce, remariage), réactionnaire («une femme de ta condition ne peut exercer un métier», «En t'aimant, je n'avais pas l'intention de devenir père, je ne l'ai pas non plus maintenant», condamnation de l'avortement), que l'on peut trouver sur ces thèmes.

Un ouvrier donne un coup de poing à son patron. Haine de classe ? Non. C'est à cause d'une jeune employée qui vient d'embaucher et que le patron cher-

Poème de paula Etoumba



Une femme communiste

Je n'ai pas la poitrine en proue de Miss Univers Ni les mains-gants de velours : «Utilisez Nivéa !», Non plus les cils arc-en-ciel porte-fards; Ma taille ne tient pas dans la main du jeune cadre A Mercédés et à cravate signée «Cardin» Et je ne prends pas chaque matin Un bain désodorisant.

Je ne suis pas une femme découpée Aux mesures de la publicité, L'objet superbe à distribuer Sur les murs-affiches de la cité, L'objet qui fait vendre la bière ou le Frigidaire, La cuisinière ou l'ambre solaire, l'objet qu'on étire, Etale, exhibe sur toutes ses faces, Les pieds, les mains, les fesses, les seins, Morceau par morceau, pour mieux bazarder, Tous les autres objets, Ceux de la grande mécanique à faire du profit, Je ne suis pas cet objet porte-objet à consommer, Je suis une femme tout simplement, Avec des mains de travail Et des yeux de colère ou d'amour.

Je suis celle qui marche aux matins rouges de l'émeute, Le poing tendu contre l'iniquité du vieux-monde. Et ce poing tendu se dénouera en douce main qui soigne, Et qui caresse, qui se lie à d'autres mains, Pour un monde neuf comme un rire d'enfant. Mes yeux ne sont point marécage où nover Corps et âmes tous les mâles de la planète.

Mes yeux regarde-les, tu peux y voir toute la volonté Tendre et tenace, d'abattre à jamais Le monstre hideux du capital, cette bête immonde Qui tue chaque jour des milliers d'enfants et de travailleurs, Pour le super-luxe de sa poignée de super-criminels.

Toi, l'homme, mon compagnon, Je ne veux pas te fasciner, te ligoter, te faire tomber Dans les pièges de l'éternel féminin Qui vampirise de son regard enfantin. Je veux partir avec toi sur le chemin des aubes claires De la révolution : je te donne les pavés des barricades, Tu me donnes le fusil de l'affrontement final.

Toi, l'homme, mon compagnon, Au soir des durs combats, nous trouverons l'un dans l'autre, Liés au plus intime de nous-mêmes, la confiance et la force De reprendre ensemble, avec des milliers d'autres, Dès le lendemain, le combat du matin rouge Sur le monde libéré. Ensemble nous ferons

Des enfants aux grands yeux d'espérance et de joie, Des enfants à la volonté de vivre libres Dans ce monde de justice et de paix que, lutte après lutte, Geste après geste ils continueront de construire à nos côtés.

Je suis une femme tout simplement, une femme Communiste.

l'Humanité Rouge

Orlane Orléans : Une grève dirigée par des femmes

Nous sommes prêtes à recommencer quand il le faudra

Orlane est une usine de parfums et «produits de beauté», ouverte à 75, le chef du personnel s'en va ; c'est le directeur au niveau de la société qui Orléans, depuis 4 ans dans le cadre de la «décentralisation». Elle regroupe 300 salariés dont 240 ouvriers en majorité des femmes (180 femmes à la production même et 60 dans les bureaux). Quelques hommes qui travaillent comme régleurs, magasiniers ou emballeurs. Les femmes sont presque toutes jeunes, mariées avec un ou deux enfants.

En octobre 73, il y eut 13 licenciements, Personne n'a osé bouger. Puis les choses ont changé. En décembre, deux sections syndicales naisssent :

Puis un jour le bruit court de la mise en vente de la société. En septembre

Comment est née votre section CFDT ?

Nous sommes 57 syndiques à la CFDT. C'est une section jeune, elle n'a que 3 ans. Avant la grève, on était très peu à s'en occuper. Depuis que nous avons fait grève, il y a des filles qui veulent se présenter comme déléguées.

On a appris que la direction voulait créer un syndicat FO, sentant bien qu'elle n'échapperait pas à la création d'un syndicat. S'est posée la question alors de créer un syndicat CGT ou CFDT. Ce sont les hommes qui étaient les plus sensibilisés, ils ont choisi la CFDT. Plus tard, quand j'ai vu que ca se mettait bien en place, je m'y suis mise

Après la grève, pas mal de gens se sont syndiqués et puis au niveau de la section il y a plus de gens qui ont pris des responsabilités. On a mis sur pied un réseau d'informations dans chaque atelier, des filles ont pris des responsabilités, elles font descendre et remonter les informations. Ceci dit, c'est assez difficile, car il faut énormément discuter avec les filles. Par exemple, Christiane qui s'est présentée comme déléguée suppléante, elle est très isolée, on n'a pas beaucoup d'heures de délégations et on a toujours un chef sur le dos. Puis on ne peut pas parler librement. Et puis après le

n'étaient pas d'accord. Sinon on les fait le mercredi à 5 heures le soir parce que c'est ce qui arrange le plus de monde pour les enfants ; parce que, en général, comme il n'y a pas d'école, elles ont quelqu'un pour garder les gosses.

La garde des enfants, est-ce la raison principale qui fait que les femmes ne viennent pas aux réunions ?

Pour pas mal, oui, mais il y a aussi la motivation qui compte. Josiane, qui est déléquée depuis 2 ans, sa gamine se retrouve à 5 heures sur le trottoir et elle n'a personne pour s'en occcuper et puis son mari n'est pas souvent là, il travaille sur les chantiers, c'est un gros problème!

Ce problème de la garde des enfants, avez-vous essayé d'en discuter collectivement, tout particulièrement pendant la

Oui, parce qu'il y a des filles des Chéques Postaux de la Source qui ont proposé de garder les enfants pour permettre aux filles de rester après 5 heures, même si ce n'est pas la nuit. Mais en fait ça n'a pas marché parce qu'on l'a dit comme ça, sans en discuter à fond, du fait des autres problèmes qui se posaient à nous



Assemblée génerale des travailleuses d'Orlane (Photo correspondant HR)

boulot c'est toujours le même problème ; elle habite assez loin.

Avez-vous, en tant que femmes, des difficultés particulières pour trouver le temps de vous réunir pour le travail syndical ?

Pendant les heures de cantine, on n'a que 3/4 d'heure pour manger, par roule

Pendant ce temps-là, on fait des permanences mais on n'arrive pas à toucher tout le monde en même temps. On avait pensé samedi le matin mais toutes les filles Et puis c'était la première fois qu'on fai-

Par contre pendant le week end puisqu'on faisait des piquets de gréve, il y en a beaucoup qui venaient avec leurs enfants dans la journée, même le mercredi. Quand on a séquestré la direction jusqu'à 11 heures, il y en a qui sont allés chercher leurs enfants, c'est dire quelles étaient motivées !

Il y avait une salle où se tenait la direction bloquée par le Comité de grève. Et dans l'autre à côté, il y avait les maris et les enfants. Tout le monde s'était installé

prend les choses en main, fait du chantage à la crise.

Début octobre le PDG déclare qu'il «y aura des changements les plus humains possible».

Le 17 octobre, la grève éclate, elle durera 15 jours. Des piquets de grève sont installés aux portes jours et nuits pour empêcher la sortie des marchandises. Au total 86 grévistes dont 70 femmes.

Orlane fut une grève victorieuse. Ce fut aussi une grève de femmes. Nous sommes allées voir les filles d'Orlane pour qu'elles nous parlent de leur lutte dans toutes les dimensions où elles l'ont vécue : comme ouvrières et comme

Pendant la grève, 2 femmes vous ont quitté parce que le soir, leur mari leur faisait des scènes de ménage. Avez-vous aidé ces femmes à surmonter ce problème en en discutant avec elles ?

Non, pas tellement. Pour l'une, son mari qui travaille aussi dans la boîte ne faisait pas grève. Elle en a eu marre des scènes de

L'autre ne voulait pas en discuter avec nous ; elle disait qu'elle se faisait engueuler tous les soirs, des scènes de ménage et tout. Elle a craqué

Par contre, il y a quand même beaucoup de maris qui sont venus le soir à 5 heures nous aider au piquet de grêve et même le

Vous avez obtenu, grâce à la grève, un congé de 3 jours payé dans l'année pour garder un enfant malade. A ce propos, quelles sont les raisons principales pour lesquelles les femmes s'absentent ?

Il y a autant d'absentéisme pour la raison des enfants que pour la fatigue.

Par exemple, Marie-Claude quand elle s'arrête, c'est parce qu'elle est crevée. Elle a 2 garçons de 9 et 10 ans. C'est des «gros durs». Et puis elle a énormément de boulot chez elle. Elle se leve à 5 heures, et elle est rarement couchée avant minuit.

D'ailleurs ce n'est pas un hasard si celles qui s'arrêtent le plus sont celles qui travaillent à la chaine.

Est-ce que les femmes trouvent normal leur double journée de travail et qu'en pense leur mari?

Ca dépend mais c'est encore bien ancré dans les esprits.. Il y en a qui pensent que certains travaux doivent être faits par les femmes. J'ai encore vu une discussion avec des filles qui sont pourtant avancées, eh bien, ca allait jusqu'à dire : «Faire un lit, un homme, c'est dégradant.

Tiens, Marie-Claude elle queule en disant : «Oui, mon mari, il ne fait rien à la maison» mais en même temps, elle trouve que c'est normal. Mais enfin, on en discute

Peux-tu nous parler des conditions de travail sur la chaîne ?

Il y a dix chaînes. Avant, on avait pas le droit de se retourner sur la chaîne, fallait rester face à la chaîne, on avait des remarques si on se retournaît pour parler à la fille de derrière même si on était en arrêt de travail. A chaque fois qu'on ouvrait la bouche on nous disait : «Taisez-vous». Avec le temps ça s'est ameliore. Mais c'est quand même pas la joie. Avant, pour aller aux toilettes, même pendant un arrêt de chaîne, il fallait demander la permission à la contremaîtresse. C'est à côté pourtant.

Au début, on arrivait pas à faire les cadences. Maintenant on y arrive mais on en bave. Il faut remplir des flacons d'un litre et toute la journée, il faut conditionner les flacons et les mettre dans des boîtes. C'est lourd quand même à la fin de la journée.

Sur certaines chaînes, on s'entend toutes. Mais sur d'autres c'est plus difficile. La cadence dépend d'un intervalle donné qui est fixé au départ. Si la première fille tient l'intervalle ca va. on v-arrive. Mais quand on prend l'habitude, il y en a qui ont tendance à diminuer cet intervalle, et on est obligé de suivre. Alors on discute avec elle mais il y en a qui ne comprennent pas. La plupart de nos disputes c'est à cause de ces problémes de cadences.

Avez-vous popularisé beaucoup votre grève, et y a-t-il eu une solidarité de la part d'autres boîtes ?

Oui, sur Orléans, ça a fait beaucoup de bruit. Beaucoup de travailleurs sont venus discuter avec nous, et même nous aider au piquet de grève.

Le premier soir, on avait fait un bal, le deuxième soir on a passé des diapos sur la Chine. Des travailleurs de la CEPEM-Thermor sont venus nous soutenir. On a tissé pas mal de liens avec des travailleurs d'autres boîtes, comme à Thermor par exemple, et nous maintenant on va les soutenir. D'ailleurs là-bas, il y a de drôles de conditions de travail, des cadences extrêmement pénibles. Il y a des filles, qui tombent comme des mouches. Il y en a qui travaillent courbées toute la journée parce qu'elles mettent les portes des cuisinières en bas, et les cuisinières avancent, quand elles loupent un coup elles sont obligées de courir pour les rattraper, elles en sortent 1 500 par jour. Et puis c'est une usine vieille, insalubre. Elles sont entrées en lutte, entre autres, pour la diminution des cadences. La moyenne des salaires, c'est 1 400 F. Chez nous le plus bas salaire c'est 2 000 F.

Est-ce que vous avez déjà pensé à créer un groupe de femmes sur l'usine pour essayer, par des discussions collectives, de leur faire prendre conscience de leur oppression et de mieux lutter contre ?

Oui, nous y avons pensé. Mais je me suis aperçue qu'on discutait pas mal avec les filles de la contraception et de l'avortement, justement de la libération des femmes si tu veux, mais que ça ne débouchait pas sur une prise de conscience politique. A la limite, les filles les plus avancées làdessus, qui gueulent le plus, on les retrouve pas dans la lutte...

Qu'avez-vous obtenu à la fin de la grève ?

La 5é semaine, 70 F d'augmentation, un système d'augmentation une fois uniforme, une autre fois en pourcentage, calculé sur le plus haut salaire, le 13é mois, amélioration des conditions de travail, et surtout qu'il n'y aurait pas de licenciements.

En somme, c'était une belle grève et cela nous a donné confiance pour l'avenir. Nous sommes prêtes à nous battre de nouveau s'il le fallait et il le faudra sure-